

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE RESTE TRÈS RÉILIENTE

Contrairement aux perceptions, l'État-providence se porte très bien, et les filets de protection se renforcent.

Par Jocelyn Coulon



n'est jamais conseillé de se laisser dominer par ses sentiments ou ses perceptions. Ainsi, certaines personnes, de plus en plus nombreuses, accréditent l'idée

que la social-démocratie est en déclin depuis une vingtaine d'années, et que ce recul est le résultat d'une combinaison de facteurs mortifères : la mondialisation, les délocalisations, les développements technologiques, le libre-échange, la montée du populisme... Qu'en est-il réellement ?

« J'ai une bonne nouvelle à vous annoncer, dit **Stéphane Paquin** au téléphone. La social-démocratie est bien plus résiliente et en santé qu'on le pense. » Professeur à l'École nationale d'administration publique (ENAP), il publie ce printemps *La mondialisation, une maladie imaginaire*, que nous avons pu lire en exclusivité. Un essai coup de poing dans lequel, chiffres à l'appui, il minimise les effets de la mondialisation sur l'État-providence et documente l'extraordinaire vigueur de la social-démocratie, qui, même aujourd'hui, colore les actions de gouvernements considérés comme libéraux ou conservateurs.

Avant d'écrire son livre, Stéphane Paquin était frappé par le pessimisme à l'égard de l'État-providence, que plusieurs estiment « en recul ». Pourtant, les statistiques qu'il compilait sur les dépenses publiques en santé, en éducation ou en aides diverses aux plus démunis contredisaient le discours ambiant. « Je faisais

face à un paradoxe, dit-il. Les dépenses qui financent l'État-providence sont à un sommet historique. Avant la crise de la COVID-19, l'emploi était à un niveau inédit pour les deux tiers des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), malgré le libre-échange et l'automatisation. Et les pays sociaux-démocrates (Suède, Finlande, Danemark) surperformer par rapport aux pays libéraux (Canada, Royaume-Uni, États-Unis). Malgré tout, les doutes subsistent quant à la capacité de l'État à maintenir un niveau élevé de politiques sociales. »

Le chercheur s'est alors demandé : pourquoi croit-on que la social-démocratie est en déclin ? Il a trouvé plusieurs explications. Il y a d'abord la désaffection des électeurs envers les partis sociaux-démocrates. Pendant des années, ces derniers ont perdu des voix au profit de partis libéraux ou centristes. Au Québec par exemple, le Parti québécois, porte-étendard de la social-démocratie, a quasiment disparu. Ensuite, la perception d'un recul est alimentée par les effets de la mondialisation sur certaines catégories de gens qui ont perdu leur emploi ou vu leurs revenus stagner.

Enfin, notre imaginaire collectif nous joue des tours. « Les mauvaises nouvelles restent plus longtemps gravées dans notre mémoire que les bonnes, dit Stéphane Paquin. Ce biais conduit à un autre : celui de la perception du déclin, qui consiste à penser que le monde allait bien mieux avant et à juger le présent à l'aune d'un passé idéalisé. » Or, presque tous les indicateurs sociaux, même aux

États-Unis, indiquent un renforcement des filets de protection. « Il y a parfois des resserrements, mais la tendance est à une augmentation de la protection », dit-il. « Au Québec, les programmes sociaux sont rarement contestés par les élites, même par les caquistes. En fait, le gouvernement de la Coalition avenir Québec (CAQ) a bonifié les garderies publiques, les congés parentaux, l'égalité salariale, l'accès aux lunettes gratuites... » Pourquoi ? Stéphane Paquin risque une explication. « Les dirigeants "conservateurs" sont des enfants de la social-démocratie. Ils tiennent à cet État-providence qui est devenu "normal". Ils l'ajustent, mais ils ne le remettent pas en cause. Dès lors, les partis sociaux-démocrates n'ont plus le monopole de la social-démocratie. »

Et la pandémie de COVID-19 ne va pas changer cette orientation. ●



Stéphane Paquin, professeur à l'ENAP